

*Questions orales*

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, je suis désolé de devoir insister, mais je crois que le ministre devrait parler sans ambages. Ce rapport est rédigé depuis le mois de juillet au moins. Quelqu'un l'a eu en sa possession. Il devait certainement en connaître la teneur, surtout lorsqu'il s'agit de ces recommandations importantes. Où était le rapport? Le ministre en connaissait-il les objectifs? S'il ne s'en est pas inspiré, sur quelles recommandations s'est-il fondé pour établir le budget en question?

● (1440)

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, j'ai consulté bon nombre de personnes, même certains amis du député.

LES PROPOS DU MINISTRE DE LA JUSTICE AU SUJET DE  
L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS PROVINCIALES DE LA  
COURONNE EXPLOITANT DES RESSOURCES—LES  
CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Hier soir, le ministre de la Justice a indiqué à la Chambre qu'il était tout à fait d'accord pour percevoir des impôts des sociétés de la Couronne auxquelles les provinces confient l'exploitation de leurs ressources. Le ministre exprimait-il son opinion personnelle ou est-ce là la politique du gouvernement.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le député n'a pas répété les paroles exactes du ministre. Je viens tout juste de lire son discours. Il n'a pas dit qu'il était tout à fait d'accord sur de telles mesures. J'ignore pourquoi le chef du Nouveau parti démocratique lui a fait dire ces choses. Il a simplement dit que de telles mesures étaient possibles.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, je suis ravi d'apprendre que le premier ministre s'intéresse aux débats de la Chambre. C'est très rassurant. La question de savoir si le ministre est tout à fait en faveur de telles mesures est une question d'interprétation. A lire son discours et l'argument qu'il a soulevé, on constate que l'interprétation que j'en ai donnée est plutôt modérée. Le premier ministre n'a pas encore répondu à ma question. S'agit-il oui ou non de la politique du gouvernement?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice a déclaré qu'il était possible d'imposer les sociétés de la Couronne. C'est tout ce qu'il a dit et je l'appuie.

**M. Broadbent:** Si le gouvernement doit adopter un telle politique, le premier ministre dirait-il à la Chambre s'il ira jusqu'à taxer les activités des ministères provinciaux engagés dans le secteur des ressources s'ils devaient le prendre en charge, même sans avoir recours à une société de la Couronne? Le gouvernement fédéral étudie-t-il aussi cette possibilité?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, vous vous rendez compte, j'en suis sûr, que la question est hypothétique.

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, j'ai une dernière supplémenaire.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Il est manifeste que le premier ministre n'est pas le seul à être susceptible. Bon nombre de ses députés d'arrière-ban le sont aussi.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** J'aimerais bien avoir un peu de silence là-bas. Si le gouvernement fédéral entend se lancer dans cette direction, le premier ministre assurerait-il à la Chambre que, quand le gouvernement se décidera à agir, il le fera après avoir consulté les dix provinces et ne se bornera pas à leur imposer unilatéralement une semblable politique?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, si les provinces nous consultent avant de nationaliser des industries, nous ferons preuve de la même courtoisie à leur endroit.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Français]

### L'HABITATION

ON DEMANDE QUE LA SCHL RÉDUISE SON TAUX D'INTÉRÊT

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines.

Je crois que tous les députés reconnaissent les efforts que l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines fait maintenant pour relancer l'industrie de la construction. Ma question est la suivante: Pour que ces efforts soient valables et produisent leurs effets, est-ce que l'honorable ministre peut dire si lui-même, son ministère ou le gouvernement se proposent de prendre les dispositions nécessaires pour demander à la Société centrale d'hypothèques et de logement d'établir le taux d'intérêt à 9% p. 100 pour l'année 1975?

[Traduction]

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, je trouve la suggestion du député intéressante et je le remercie de ses bonnes paroles. J'aimerais pouvoir lui rendre la pareille et le rendre aussi heureux qu'il m'a rendu.

**Une voix:** Allez donc l'embrasser, Barney.

**Des voix:** Bravo!

**M. Danson:** Tout ce que je puis dire, c'est que je poursuivrai mes efforts de concert avec la SCHL pour assurer aux Canadiens des logements convenables au prix le plus bas et à des taux d'intérêt qui soient à leur portée.

[Français]

**M. Beaudoin:** Je désire poser une question supplémenaire. L'honorable ministre peut-il dire à la Chambre si des négociations ont été entreprises entre les compagnies de prêts et la Société centrale d'hypothèques et de logement, afin de prévoir les sommes d'argent nécessaires, et à des taux raisonnables, pour construire des maisons en 1975?